

## Elections européennes

# Un scrutin d'importance pour l'agriculture

Le 26 mai prochain, tous les citoyens sont appelés à élire leurs représentants au parlement européen, l'une des trois instances de gouvernance de l'Union Européenne avec la Commission et le Conseil. Cette élection, renouvelée tous les cinq ans, coïncide avec les futures décisions budgétaires de l'Union pour la période 2021 - 2027 et parmi elles bien sûr, le budget de la Politique Agricole Commune. Interrogez par Agra Presse, les principales listes donnent leurs orientations.

## Les programmes agricoles français décryptés

Sur de nombreux sujets, gauche et droite françaises poussent dans une même direction : en faveur d'un budget fort pour la Pac, pour davantage de régulation au sein des marchés agricoles, et de protection aux frontières de l'UE - en prenant souvent des accents écologiques. En revanche, les listes se divisent plus franchement sur la gouvernance de la Pac, la vitesse de la transition écologique ou le bien-être animal.

Prenons les choses dans l'ordre, en commençant par le budget de la Pac.

Face au coup de rabot proposé par Bruxelles, les principales listes appellent toutes à la défense de cette enveloppe, dont la France est le premier bénéficiaire.

La liste Renaissance (LREM) veut «défendre le budget agricole», la France insoumise «refuse les coupes aveugles dans la Pac», la liste des Républicains (LR)

### LREM veut réviser les plans stratégiques

De son côté, LREM veut revoir la copie de la Comagri. La cheffe de file de la liste Renaissance (soutenue par LREM) aux élections européennes veut «rouvrir» les discussions sur les plans stratégiques nationaux dans la future Pac, l'un des trois rapports adoptés par la commission agricole le 2 avril, et principal volet de la réforme de la Pac. Une déclaration faite le 14 mai en marge du Grand oral agricole, organisé par la FNSEA

LFI. Dans la même veine, EELV veut orienter le budget de la Pac vers «une agriculture paysanne et biologique», utiliser «cet incroyable budget pour protéger la biodiversité, fournir un revenu décent à nos paysans et promouvoir une alimentation saine et des terroirs vivants», indique Yannick Jadot, tête de liste.

### Le RN veut une politique française avec un budget européen

A droite de LR, la critique porte davantage sur la gouvernance et la poli-



(Photographie Jean-Bernard Laffitte)

«s'oppose à la baisse prévue», tout comme le Rassemblement national (RN) et Debout la France (DLF). Pour le Parti socialiste (PS), allié à Place publique, c'est même le «premier combat» à mener. Bref, c'est un front commun.

L'unanimité ne s'arrête pas là, mais presque. Dès que l'on aborde l'orientation générale de la réforme de la Pac en cours, des divisions se font sentir. Seule la liste LR se revendique franchement dans la continuité de la réforme en cours de la Pac, ce qui était attendu puisque son groupe parlementaire, le parti populaire européen (PPE), dispose d'une majorité relative dans l'hémicycle actuel.

Le travail de la commission agricole (Comagri) du parlement, le 2 avril, «reprend les principales propositions de Michel Dantin», l'eurodéputé LR sortant, a expliqué sa probable successeuse, Anne Sander (LR), lors de la présentation du programme devant le SNPar (Syndicat de la presse agricole et rurale), le 18 avril.

et les JA. Sur le fond, Jérémy Decerle expliquait le 18 avril que l'important était selon lui «de redonner des objectifs clairs» à la Pac. «Notre triptyque c'est le revenu des agriculteurs, leur protection et la capacité à réussir la transition écologique», résume-t-il.

A gauche, le Parti socialiste ne souhaite pas revenir sur le travail de la Comagri, même s'il avait voté contre le rapport sur les plans stratégiques. Pour l'eurodéputé Eric Andrieu (PS), «les mêmes causes produiront les mêmes effets, c'est la proposition de Bruxelles qui est mauvaise», en particulier sur la question de la subsidiarité. Ce qu'aurait souhaité le PS, c'est une nouvelle proposition de la Commission européenne. Sur le fond, le PS souhaite une Pac plus «respectueuse de la qualité de l'aliment, de l'eau, de l'air, des sols».

Plus à gauche, les partis veulent réorienter la Pac dans la même direction que LREM et le PS, même si les termes et les ambitions varient : la Pac est jugée trop orientée vers «la procédure et la compétitivité» pour

tique commerciale. Le RN plaide pour «instaurer une politique agricole française», qui doit «se substituer à la Pac».

Si cette proposition laisse présager une suppression de la politique agricole commune, il «n'en est rien», assure Hervé Juvin, référent agricole pour la liste du parti. «Nous voulons simplement que les Etats définissent leur propre stratégie de politique agricole et la mettent en oeuvre avec l'argent de la Pac» précise-t-il. Moins dure sur cette ligne, Debout la France menace de «établir une politique agricole nationale», si ces demandes (préférence communautaire, prix garantis, quotas de production) ne sont pas «entendues».

En somme, les deux partis fixent l'horizon d'une renationalisation radicale de la Pac, qui les oppose à la plupart des principaux partis.

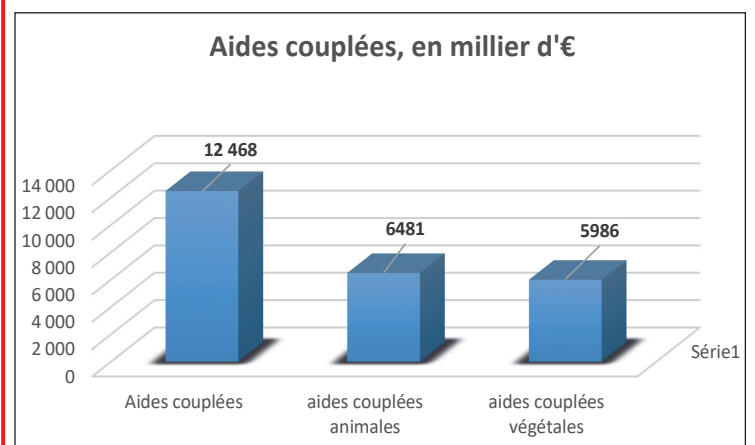
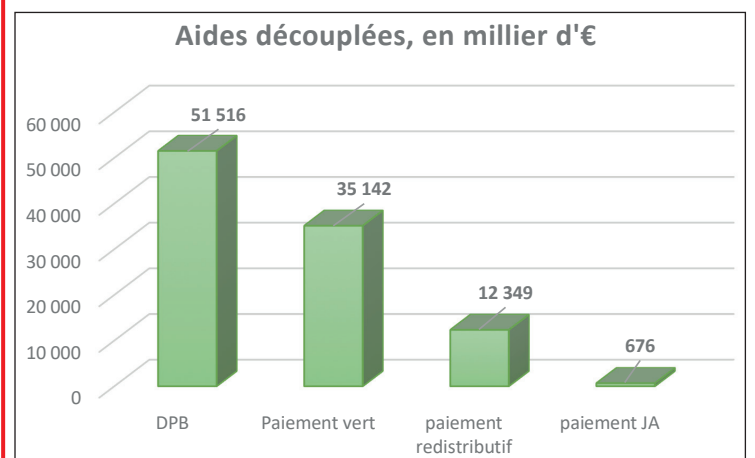
En effet, de LR à EELV, tous se sont opposés à la plus grande subsidiarité qu'avait proposée Bruxelles. Mais les différences de vues ne s'arrêtent pas là...

(Agra Presse)



## Les financements européens dans le Gers et en région Occitanie

A titre d'illustration, les aides PAC du 1<sup>er</sup> pilier dans le Gers en 2017 représentaient au total 124,8 millions d'euros, dont 99,7 millions d'euros d'aides découplées et 12,5 millions d'aides couplées.



(Sources : ASP (extraction Isis du 16/10/2018), FranceAgriMer)

Au niveau de la région Occitanie, le montant des aides du premier pilier représente en 2017 un total de 915,8 millions d'euros, dont 637,5 millions sont des aides découplées.

Ces aides du premier pilier sont intégralement financées par les fonds européens.

La deuxième catégorie d'aides européennes importantes pour notre agriculture est constituée par les aides dites du 2<sup>ème</sup> pilier de la PAC. Il s'agit des crédits Feader, mobilisés en co-financement de crédits d'Etat ou nationaux. Ainsi, en Occitanie, 100 millions d'aides nationales ont permis de mobiliser en 2017, 270,4 millions d'euros de Feader.

Dans cette catégorie, on retrouve l'ICHN, qui est, tant en Occitanie que dans le Gers, le principal poste d'aide du 2<sup>ème</sup> pilier (72 % du montant total du Feader mobilisé en 2017). Dans le Gers, l'ICHN en 2017 représentait une aide complémentaire 6,2 millions d'euros pour les éleveurs.

Le deuxième pilier accompagne financièrement aussi les dispositifs agri-environnementaux et les aides à l'agriculture biologique, les aides à l'installation des jeunes agriculteurs, les aides aux investissements dans les bâtiments d'élevage, les équipements en matériels. L'assurance récolte est également financée par le Feader.